

Christine PENY

Maitre de Conférences (HC)

UFR Droit - Aix-Marseille Université (depuis 2010)

Centre d'Études et de Recherches en Histoire des Idées et des Institutions Politiques (CERHIIP UR 2186) ;

Laboratoire Interdisciplinaire de Droit, Médias et Mutations Sociales (LID2MS EA 4328, de 2010 à 2017)

Titulaire du CAPA (2009)

Docteur en Histoire du droit et des institutions (2007) – Lauréate de la Faculté

ATER à temps plein à la Faculté de droit, d'Économie et de Gestion de l'université d'Angers (2003-2005)

Activités et responsabilités d'intérêt général

Membre du CNU, section 03 (Mandats : 2015-2019 ; 2019-2023 ; 2023-2027)

Membre de comités de sélection MCF (Université d'Aix-Marseille, Grenoble-Alpes, Côte d'Azur) et de recrutement ATER (AMU)

Examinateur spécialisé au concours d'accès à l'ENM (2020)

Directrice adjointe (Vice-doyenne) de l'UFR Droit-AMU (2020-2022)

Membre de Conseils, centraux (CFVU) et d'UFR (2015-2022)

Membre de commissions pédagogiques (Campus France, E-candidat, Parcoursup, Césure, CEV)

Référente projets et missions (Contrat Pédagogique pour la réussite des étudiante, Campagne d'évaluation, Césure, loi ORE, Projet Voltaire, ADE soft-Campus)

Activités et responsabilités pédagogiques

Assesseur du Doyen à la scolarité Licence Droit (2015-2022)

Directrice de formation, parcours et diplômes (Double formation Droit/Science politique Lycée de la Nativité Aix-en-Provence, Parcours Accompagnement Réussite Licence Droit, DU Coopération juridique et commerciale avec le monde arabe, 2010-2022)

Coordinatrice pédagogique Master 2 et DU (Droit de la Banque et des opérations patrimoniales, Droit bancaire et gestion du patrimoine, 2008-2011)

Portefeuille des CM (Diplômes d'université, L1 à M2 Droit, parcours soutien et régulier, FI et FC, présentiel et EAD, avec ou sans TD) :

- *Introduction au droit et au vocabulaire juridique (24h)*
- *Histoire du droit et des institutions publiques avant 1789 (30h)*
- *Histoire du droit et des institutions publiques après 1789 (30h)*
- *Histoire des institutions artistiques (25h)*
- *Histoire juridique de la construction de l'État (30h)*
- *Introduction historique au droit de la famille et des personnes (30h)*
- *Histoire de l'administration et du droit administratif (24h)*
- *Histoire du droit sanitaire et social (28h)*
- *Histoire du droit des biens (28h)*
- *Histoire de la théorie des obligations (15h)*
- *Histoire des idées politiques après 1789 (24h)*
- *Histoire des relations internationales (15h)*
- *Histoire générale de l'Europe moderne et contemporaine (24h)*
- *Culture générale, remise à niveau, littérature (21h)*
- *Culture et société du monde contemporain (12h)*
- *L'organisation judiciaire française (15h)*
- *Lutte contre la délinquance financière et le blanchiment d'argent (9h)*
- *Le secret bancaire (6h)*
- *Droit comparé : méthodologie (3h)*

Participation à des forums, salons et conférences (« La formation juridique et ses débouchés », « Les métiers du droit », « Les Carrières Académiques », Journées portes ouvertes Campus UFR Droit-AMU)

Tutorat des étudiants du parcours soutien de l'UFR Droit (2018-2020)

Encadrement de rapports de recherche, niveau M1 et M2, mentions Droit de la santé, Droit social et Histoire du droit (depuis 2015)

Activités et axes de recherche scientifique

Histoire du droit de la santé, des institutions médicales et psychiatriques, du XVII^e au XXI^e siècles

Ouvrage :

. *Histoire d'une « publicisation » : le droit et les institutions de l'insanité d'esprit sous l'Ancien Régime*, Éditions universitaires européennes, 99 Dudweiler Landstr., D-66123 Sarrebruck, 2010, 489 pages.

Articles :

- . « **Le gouvernement des corps souffrants dans *Les Morticoles* (1894) de Léon Daudet** », in BROCH J. [dir.], *Médecins et politique (XVI^e-XX^e siècles). Études d'histoire des idées politiques et sociales*, Aix-en-Provence, PUAM, 2019, pp. 141-161 ;
- . « **Le médecin dans *Les Morticoles* de Léon Daudet : législateur, juge et bourreau** », in *Peine et Utopie : les représentations de la sanction dans les œuvres utopiques (des temps modernes à la fin du XX^{ème} siècle)*, Faculté de Droit et Science politique, Nice, 2017 ;
- . « **De l'harmonie du corps et de l'âme à la musicothérapie. Éléments d'une histoire du traitement musical de la folie** », in SIGNORILLE Patricia (dir.), *Entre normes et sensibilité. Droit et musique*, Aix-en-Provence : PUAM, 2017, pp. 339-357 ;
- . « **La création de l'hôpital des "pauvres insensés" de Marseille (1686-1699)** », in LUNEL Alexandre (dir.), « *Folie et déraison* » : regards croisés sur l'évolution juridique des soins psychiatriques en France, Bordeaux : LEH Edition, Actes et Séminaires, 2015, pp. 67-93 ;
- . « **Aspects éthiques du statut juridique des médecins et chirurgiens sous l'Ancien Régime** », in LECA Antoine, GAUMONT-PRAT Hélène, CASTAING Cécile (dir.), *Mélanges en l'honneur de Jean-Marie Clément. Enseignement, Hôpital, Médecine*, Bordeaux : LEH Edition, Collection Mélanges, 2014, pp. 223-240 ;
- . « **Les dépôts de mendicité sous l'Ancien Régime et les débuts de l'assistance aux malades mentaux (1764-1790)** », *Revue d'histoire de la protection sociale*, 2011, n°4, pp. 8-23 ;
- . « **De la solidarité familiale à la solidarité nationale. Les insensés et leurs parents de la fin de l'Ancien Régime à la loi du 30 juin 1838** », in PUTMAN Emmanuel, SIFFREIN-BLANC Caroline, AGRESTI Jean-Philippe (dir.), *Les apports parents-enfants en quête de repères*, Aix-en-Provence : PUAM, Collection Droit et religion hors-série, 2011, pp. 39-53 ;
- . « **La prise en charge des malades mentaux : une simple question d'assistance ?** », *Le Mensuel de l'Université*, mars 2009, Les Nouvelles Éditions Universitaires/Association de presse loi 1901, n.p.
- . « **Les avancées de la loi "Evin" et de la loi du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé** », *Biomedical Law and Ethics*, 2009, vol. 3, n°3, pp. 37-67.
- . « **Le droit et les institutions de l'insanité d'esprit en France sous l'Ancien Régime** », *Biomedical Law and Ethics*, 2008, vol. 2, n°2, pp. 249-279.
- . « **Le médecin et la politique d'enfermement aux XVII^e et XVIII^e siècles** », in LUNEL Alexandre, CHAUMET Pierre-Olivier (dir.), *Pouvoir, Santé et Société*, Bordeaux : LEH Edition, Collection Revue générale de droit médical, hors-série, 2008, pp. 117-142.
- . « **La genèse de la loi du 27 juin 1990 : évaluation de la réforme du statut des personnes atteintes de troubles mentaux** », in LECA Antoine (dir.), *La détérioration mentale. Droit, histoire, médecine et pharmacie, Actes du Colloque interdisciplinaire d'Aix-en-Provence (7-8 juin 2000)*, Aix-en-Provence : PUAM, Collection Droit de la Santé, 2002, pp. 243-274.

Histoire du droit, des institutions et des idées économiques en Europe occidentale et en Méditerranée (XVII^e-XX^e siècles)

Ouvrage :

. (À paraître) *Histoire, Politique & Économie*, vol. I, *Auteurs*, t. I, Actes de la journée d'étude du 6 juillet 2021, Aix-en-Provence, s.l., Éditions du Puits neuf, 2024.

Articles :

- . (À paraître) « **Boisguilbert et la guerre civile menée par le Roi à son peuple par l'intermédiaire de la fiscalité** », in *Histoire, Politique & Économie*, vol. I, *Auteurs*, t. I, Actes de la journée d'étude du 6 juillet 2021, Aix-en-Provence, s.l., Éditions du Puits neuf, 2024 ;
- . « **La création de la Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial et de dépôts (1864-1865)** », *Industries en Provence*, 2010, n°18 Banques et Territoires, pp. 64-72.

Histoire du droit administratif, des concessions de travaux et de service publics sous l'Ancien Régime et jusqu'au XIX^e siècle

Article :

. « **Remarques sur l'arrêt « canal de Craponne » et son rapport à l'ancien droit (XVI^e-XIX^e siècles)** », in *Des racines du Droit & des contentieux. Mélanges en l'honneur du Professeur Jean-Louis Mestre*, Aix-en-Provence & Toulouse, collection « Académique », volume IX, éditions l'Épitoque, 2020, tome II/II, pp. 441-447.

Codirection de thèse avec le Pr. Frédéric LOMBARD : Tom DELECHELLE, *Privilèges et Justice administrative au XIX^e siècle*, Doctorat en droit public, Centre de Recherches Administratives (CRA), École doctorale Sciences Juridiques et Politiques n°67 (depuis 2020).